



## Séance ordinaire du mercredi 28 juillet 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Jacques BOUSQUET, suppléant de Régine ILLAIRE , Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Stéphane CHAMPAY, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Laurent JAOUUL, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Coralie MANTION, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Philippe SAUREL

## **Aménagement durable - Réalisation d'une voie verte en rive de la RM17E11 - Demande d'ouverture conjointe de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et de l'enquête parcellaire - Commune de Montferrier-sur-Lez - Approbation**

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite créer une voie verte le long de la Route Métropolitaine (RM) n°17E11 sur la commune de Montferrier-sur-Lez, afin d'assurer la liaison entre le centre de la commune de Montferrier-sur-Lez et le quartier du Parc de Caudalie.

La RM17E11, aussi appelée « Route de Mende », ne permet ni le passage sécurisé des modes doux, cyclistes et piétons, ni la sécurité des automobilistes et transports en commun, du fait de l'absence d'accotement, de la faible largeur du profil en travers et des conditions de franchissement de l'ouvrage étroit sur le Lez. L'aménagement d'une voie verte en bordure de la voirie existante entre la RM112 et la RM17 permettra d'assurer la sécurité des cheminements pour les modes actifs et la continuité des modes doux sur cette portion de la RM17E11.

En vue de réaliser l'opération, des négociations foncières amiables se sont concluent par des acquisitions à l'exception d'une propriété en indivision.

Par conséquent, il est nécessaire de recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique en vue de finaliser la maîtrise foncière indispensable à l'aboutissement de ce projet.

La présente enquête publique porte sur la demande de déclaration d'utilité publique et de cessibilité des terrains permettant la création d'une voie verte en rive de la RM17E11 sur la commune de Montferrier-sur-Lez.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le recours à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique en vue d'acquérir les terrains non maîtrisés pour la réalisation de la voie verte en rive de la RM17E11 sur la commune de Montferrier-sur-Lez ;
- D'approuver le dossier destiné à être soumis aux enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et la cessibilité du foncier, conformément notamment aux articles R. 112-1 à R. 112-24 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et de l'article R. 131-14 du même code ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à solliciter auprès de Monsieur le Préfet de l'Hérault :
  - l'ouverture concomitante des enquêtes publiques précitées dans les formes prescrites par le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, au vu du dossier joint, selon la procédure d'urgence nécessaire à optimiser l'entrée en possession des terrains eu égard aux objectifs de sécurité fixés ;
  - la désignation d'un commissaire-enquêteur ;
  - la déclaration de l'utilité publique de l'opération projetée ;
  - la délivrance de l'arrêté de cessibilité des emprises nécessaires à la réalisation de l'opération.
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 05/08/21

Pour extrait conforme,  
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-  
Président**

**Signé.**

**Renaud CALVAT**

Publiée le : 6 août 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210728-162730-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 06/08/21

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- ESG
- Dossier DUP

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.